

Des symboles de l'Etat-Nation et de la Religion

Stéphane Bauzon

SOMMAIRE: 1. Le doute jeté sur la démocratie représentative. – 2. De l'amour en politique.
– 3. La Religion en l'Etat.

1. Le doute jeté sur la démocratie représentative

L'Etat est un être symbolique commun à des individus réunis dans un territoire. Il les rassemble autour d'intérêts mutuels et il a la charge de mettre en œuvres les actions qui bénéficient à ses membres. A la différence d'une association, l'Etat est plus que la rencontre de volontés particulières qui s'accordent pour un obtenir un objectif commun. L'Etat ne se fige pas dans un temps limité et une action donnée comme le fait l'association. Il s'inscrit dans une durée qui dépasse le temps et les buts limités de l'association. Il promet une action intergénérationnelle qui englobe tous les morts, les vivants et les humains à venir. Il défend des actions qui ne résument pas à satisfaire les besoins d'une classe ou un groupe donné.

Ces postulats énoncés, il est nécessaire de dire de suite que l'Etat aujourd'hui ressemble de plus en plus à une association. L'altération de la nature de l'Etat ne date certes pas de maintenant. L'Etat dit 'Moderne' (en référence principalement à la période historique des Lumières) s'est confondu avec la Démocratie. Le peuple est devenu la légitimité de l'Etat-Démocratie qui s'exprime par les élections. La Démocratie représentative est la caractéristique de l'Etat-Moderne. Désormais devenue universelle (les hommes pauvres et les femmes ont aussi un droit de vote qui leur était refusé il n'y a pas si longtemps), la Démocratie représentative est le symbole même de l'Etat contemporain. Le poids de l'Etat-moderne et son primat accordé à la démocratie représentative est actuellement un dogme dont la Déclaration des Droits de l'Homme est le Credo¹. L'incroyable développement du progrès scientifique (moteur, électricité, médecine, etc.) qui fut concomitant à l'essor de l'Etat-Démocratie, a accredité l'idée (au sens hégélien du terme) que celui-ci était aussi un progrès irrésistible pour les êtres humains.

Comme les lois universelles de la science moderne, la démocratie représentative est alors et encore perçue comme universelle à son tour. Elle représente une avancée qui cherche toujours à se perfectionner dans ses moyens (comme le montre l'usage actuel des réseaux sociaux sur Internet pour recueillir les diverses

¹ M. VILLEY, *Le droit et les droits de l'homme*, Paris, PUF, Quadrige, 2014.

volontés du peuple), mais sans jamais avoir véritablement sa légitimité remise en cause. Evidemment, un temps du doute est apparu à partir du XX^e siècle pour constater son efficacité d'action (les temps parlementaires sont longs), pour critiquer ses parti-pris (les coups de force d'Hitler et de Stalin ou encore le lobbying économique des classes aisées), pour contester ses limites de représentation populaire (les très jeunes et les étrangers ne votent pas), etc. Cependant, les doutes sur les modalités de mise en œuvre de la Démocratie représentative sont apparus être des accidents de parcours du Progrès humain qui s'identifie avec la fiction d'un Etat voulu par le peuple et guidé par ses représentants élus.

A ce point, le lieu commun est de citer Churchill pour louer la Démocratie représentative comme la pire expression de gouvernement à l'exception de toutes les autres ("Democracy is the worst form of government, except for all the others"²). Une saine curiosité voudrait qu'on lise l'ensemble du texte et non pas le réciter comme un acte de Foi entendu ici et là. La curiosité est un effort intellectuel qui demande du temps et du courage. Peu de personnes possèdent ces qualités pour s'éduquer sur les questions politiques. On clame, on s'écrie, on 'gueule' mais on pense peu avant d'aller voter. La grande majorité du peuple reprend des slogans entendus sans réfléchir sur la source et le contexte des mots. Le manque d'éducation (le plus souvent certes lié au manque de temps) est une tare qui sape depuis toujours les fondements de la représentation populaire.

Churchill aimait les bons mots. Il ne faisait pas de la Démocratie représentative le parangon du progrès de l'humanité. Il savait qu'elle n'était pas parfaite ou toujours sage ("No one pretends that democracy is perfect or all-wise"³), mais il ne voulait pas qu'un groupe d'élus ("All this idea of a group of supermen and super-planners"⁴) décident pour le peuple ce qui est bon pour eux ("Making the masses of the people do what they think is good for them"⁵). Ce qu'il demandait c'était surtout une justice qui puisse contrôler les actes des élus afin qu'ils ne violent pas la Démocratie ("Without any check or correction, is a violation of democracy"). La justice est fragile et elle dépend étroitement de l'éducation des êtres humains, qu'ils soient élus ou électeurs. A chaque génération, c'est un nouvel apprentissage qu'il convient de faire aux hommes et femmes pour leur expliquer le juste en politique.

A l'exception de vague principe tiré de la sagesse universelle (comme "Tu ne tueras point"), la justice est en perpétuelle mutation car les événements politiques évoluent en permanence. La juste mesure en politique peut en partie se reposer sur les institutions du passé (comme l'expérience parlementaire en Angleterre), mais son action est une délicate mesure en devenir entre la connaissance des humains et la nature de l'Etat. A la différence des connaissances des lois universelles de la science qui se capitalisent de génération en génération (par exemple, on ap-

² Winston Churchill, House of Commons, 11 November 1947, in *Churchill by Himself: The Definitive Collection of Quotations*, New York, Public Affairs, 2008, p. 574.

³ *Ibidem.*

⁴ *Ibidem.*

⁵ *Ibidem.*

prend la génétique aujourd'hui sans devoir découvrir à nouveau la DNA), la justice des hommes exige de tout reprendre au début de la pensée humaine. On part des paradigmes scientifiques pour avancer en science mais on n'a que des hypothèses sur l'homme pour guider l'Etat. L'effort de connaissance en politique est donc plus un travail de Sisyphe qu'une œuvre prométhéenne. La nature humaine fonde l'Etat, elle permet le déploiement de son action collective et individuelle, mais elle ne peut jamais se résumer à une sorte de recueil technique des comportements humains. En revanche, le comportement d'un objet lancé sur Terre répond lui toujours au même recueil technique. L'humain n'est pas figé dans un comportement déterminé comme le sont les choses.

L'Etat fondé sur la Démocratie représentative tend néanmoins à vouloir amener à lui les électeurs comme un aimant attire les particules de fer. Pour ce faire, on ne compte plus les études techniques sur le comportement des électeurs (issues de la *Behavioural Psychology* de l'après seconde guerre mondiale et de ses avatars d'aujourd'hui comme le *marketing* politique et le *Big Data*). La technique économique prend au demeurant le dessus dans le choix du partage des biens dans un Etat. La distribution des biens qui fut identifiée à la justice par les Anciens ("Ius suum cuique tribuere", disait Ulpian) est devenu une assurance de la propriété privée chez les Modernes (de Locke à Spinoza, la récurrence est permanente), pour être aujourd'hui une technique économique (qui lime le clivage politique droite/gauche et sombre alors dans l'économisme). Bien entendu, d'Amartya Sen⁶ à Thomas Piketty⁷ nombreux sont les économistes qui récusent la réduction de la politique à l'économie. Eux aussi savent que la politique comme l'économie doivent être régulées par la justice pour éviter que la discorde sociale n'engendre des conflits. Il est bien entendu nullement question de refuser une connaissance technique. On doit écouter les techniciens mais sans pourtant tout croire sur ce qu'ils disent de la nature humaine. Les experts sont formels! Dit-on. Par définition, ils sont toujours formels, aveuglés qu'ils sont par l'emprise exercée sur eux par la reine des sciences qu'est la mathématique.

D'Aristote à Adam Smith (souvent cités mais peu lus), il est dit et redit que l'homme ne peut pas se connaître avec la certitude de la mathématique, le contenu (ou essence) de l'humain est du domaine du mystère! A tout le mieux, on connaît la nature humaine dans ses grandes lignes, mais sa nature profonde reste du domaine du mystère. Il est possible de cerner ses besoins essentiels pour sa survie (comme sa sécurité alimentaire) mais pas de figer en équation ce qui porte son existence. Le matérialisme des sciences a débordé dans le champ de la justice pour l'inonder au point de laisser à nos relations humaines qu'un vide de sens, une approche *liquide* (pour reprendre le célèbre adjectif de expression de Zygmunt Bauman⁸ pour caractériser notre temps). La connaissance technique n'est certainement pas ce qui manque aux individus aujourd'hui, qui se ruent sur le dernier gadget à la mode, qui se spécialisent dans un domaine (le plus souvent unique-

⁶ A. SEN, *The Idea of Justice*, Londres, Penguin, 2010.

⁷ T. PIKETTY, *Le Capital au XXI siècle*, Paris, Seuil, 2013.

⁸ Z. BAUMAN, *Le présent liquide*, Paris, Seuil, 2007.

ment professionnel, parfois aussi dans un loisir), qui suivent de près les fluctuations de leur économie domestique. La rêverie, la poésie, la mystique sont des connaissances humaines tenues à l'écart quand elles ne sont pas décriées comme inutiles pour le quotidien. Et pourtant, tous continuent en secret de rêver à l'amour, à s'imaginer être un éphémère poète de l'amour, à tenter de percer la mystique de l'amour. Enfin sous les flots du matérialisme en vogue, l'amour continue avec pérennité à constituer la base de la connaissance de l'humain.

2. De l'amour en politique

Pour comprendre l'Etat, il nous faut repasser par l'amour. L'amour n'est pas seulement la pulsion sexuelle, l'*Eros*, qui est bien présente aujourd'hui dans la vie sociale. L'*Eros* a d'ailleurs pris une envergure insensée où on aime (voire on adore!) sa dernière voiture, son ultra récent *smartphone* ou série télévisée... et finalement à peu près tous ce qui fait la futilité du quotidien. La pulsion sexuelle est déclinée de multiples manières mais toujours comme un besoin irrésistible de posséder la chose convoitée. La soif de pouvoir pour le pouvoir, de l'argent pour l'argent, du sexe pour le sexe sont ces manifestations démultipliées de l'*Eros* (du *Trieb* disait Freud⁹) qui nous pilotent comme des automates. Sans le sens premier de l'amour (qui est le don de soi, comme l'est par exemple l'amour parental), l'*Eros* ne tarde pas à succomber sous le poids de la matière, à vider de sens notre vie au risque de laisser la folie, voire la mort de l'âme, nous emporter. On peut aussi s'en accoutumer, on peut tranquillement "vivre et penser comme des porcs"¹⁰. Seulement, il ne faut pas alors se plaindre si l'Etat nous gère comme tel! Si les influences bestialisantes de nos choix de vie l'obligent à parquer nos existences dans un style de vie morne pour mieux nous dresser à savoir produire et à consommer¹¹ en masse de façon répétitive et désenchantée.

L'amour en politique peut exister et il peut se comprendre comme l'amitié; ce qui fait que je suis toi et que tu es moi, disait Dante, ce qui nous laisse un sentiment de joie après avoir passé une soirée avec des amis, ce qui permet de ressentir des émotions de l'autre. L'amitié ne s'explique pas comme la chimie, "c'est parce que c'est lui, c'est parce que c'est moi" disait Montaigne pour parler de son amitié avec La Boétie. L'amitié revêt toutefois un 220und 220undamental dans la constitution de l'Etat. Déjà Aristote dans *Ethique à Nicomaque* ou encore Adam Smith dans *La théorie des sentiments moraux* insistent avec force sur le besoin d'amitiés entre citoyens pour faire vivre un Etat, pour que la nation porte l'Etat.

Dans son célèbre texte, *Qu'est-ce qu'une nation?*¹², Renan ne dit pas autre

⁹ Voir en particulier sur la relation entre la pulsion sexuelle et la politique, l'ouvrage de S. FREUD, *Malaise dans la civilisation* (1929), Paris, Plon, 2010.

¹⁰ G. CHATELET, *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, Paris, Gallimard "Folio", 1999.

¹¹ Sur ce point, voir P. SLOTERDIJK, *Règles pour le parc humain: suivi de La Domestication de l'être*, Paris, Mille et une nuits, 2010.

¹² E. RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation?* (1869), Paris, Mille et une nuits, 2016.

chose quand il écrit: "L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses". L'amitié est ce 'nous-commun' qui met en lumière ce qui nous unit et tient dans l'obscurité ce qui nous divise. La nation est un Etat où les citoyens sont amis. Comme l'amitié s'exerce dans le temps, se cultive dans des relations fréquentes et chaleureuses, les citoyens sont amis quand ils laissent de côté leurs griefs pour désirer le vivre ensemble. Tout comme Adam Smith, Renan insiste sur la capacité de vivre avec 'sympathie' avec les autres citoyens, de témoigner tous les jours de la 'philia', comme l'écrit Aristote. Sans amitié, les citoyens ne sont pas forcément ennemis. L'opposition ami/ennemi (développée par Carl Schmitt¹³) dans un Etat-Nation vaut dans les cas extrêmes, lors d'une guerre civile par exemple. L'indifférence peut aussi se substituer à l'amitié, un rapport froid s'instaure alors entre citoyens qui ne cherchent qu'à satisfaire égoïstement leurs intérêts personnels. La recherche du bien commun s'estompe et en cas de difficulté il devient difficile de maintenir l'union nationale. Le mépris peut aussi exister entre groupes de la population d'un Etat pour des raisons fondées sur la race, la religion, le sexe, etc. Autant de douleurs dans le vivre ensemble qui fomentent le rejet, puis la haine et un jour l'ennemi. Les juges en charge de l'application des Droits de l'Homme ne se trompent pas quand ils condamnent toutes les discriminations raciales, religieuses, sexuelles, etc. La paix sociale s'effrite quand les rancœurs dominent. La justice veut l'égalité des citoyens, mais une égalité qui vise la concorde, l'harmonie, l'amitié des citoyens. L'amitié nécessite des points communs entre individus (pas forcément identiques au demeurant).

Sans ce vivre en commun comme des amis, le sens de l'appartenance à l'Etat se disloque. Dans son texte, Renan donne une liste des raisons qui poussent les citoyens à vivre-ensemble. Il débute par la race. Au XIX siècle, il est courant d'affirmer que les hommes appartiennent à des races différentes (voire inégales). La conséquence est qu'on pourrait traiter juridiquement les individus de manière différente selon qu'ils appartiennent à telle ou telle race. Indiscutablement, le concept de race fragmente l'amitié entre citoyens et il conduit à une inégalité raciste du traitement juridique. En revanche, l'égalité formelle des individus donne à tous les mêmes droits et tous doivent obéir aux mêmes lois quels que soient la race. Il est difficile néanmoins de refuser l'inclination naturelle des hommes à penser l'essence biologique de son appartenance indiquée par sa race, sa couleur de peau, son ethnie. Ce refoulement aboutit à l'éclosion de singulier concept comme celui de 'seuil de tolérance' entre groupes majoritaires et minoritaires, lequel s'est imposé comme l'un des ferments du racisme des classes populaires. La race est alors ce qui permet au majoritaire de s'auto-identifier et d'affirmer sa permanence: c'est ainsi que les différences somato-biologiques deviennent des signifiants. La dénonciation moderne du préjugé raciale (comme aujourd'hui l'hostilité envers les immigrés en Europe), n'a pas dépassé les facilités rhétoriques de l'antiracisme et nécessite plus que jamais une réflexion en

¹³ "La distinction spécifique du politique [...] c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi", C. SCHMITT, *La notion de politique - Théorie du partisan*, Paris, Champs classiques, 2009, p. 64.

profondeur dans un monde occidental dont la population est toujours plus bigarrée. Le résultat de ce refus du métissage est l'apparition (fruit du refoulé) sous une forme pathologique du retour au discours racial par l'usage du mot 'ethnie' qui ne constitue non pas une catégorie scientifiquement valide mais empiriquement effective. Un communautarisme fermé sur l'ethnie d'appartenance est à l'œuvre aujourd'hui.

Renan demande aux citoyens de se souvenir que "l'histoire humaine diffère essentiellement de la zoologie [...] en dehors des caractères anthropologiques, il y a la raison, la justice, le vrai, le beau, qui sont les mêmes pour tous"¹⁴. En insistant sur ces valeurs qui sont "les mêmes pour tous", il place le 'commun spirituel' des hommes avant les différences matérielles d'ordre biologique. Cependant, ce 'commun spirituel' est en réalité un concept qui ne définit pas encore ce qui est le propre de l'amitié dans une nation. Renan continue son étude en indiquant le poids relatif de la langue dans la constitution d'une nation: "La langue invite à se réunir; elle n'y force pas"¹⁵. La Suisse est une nation où plusieurs langues sont parlées, le Maghreb est composée de plusieurs nations où est parlé l'arabe dialectal. En France, écrit Renan en 1869, "un fait honorable est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue par des mesures de coercition". Quelques années après qu'il ait écrit ces mots, sous la III République, c'est tout le contraire qui se produit hélas! L'école républicaine se chargea de dresser tous les petits français à l'usage de la langue nationale, punissant sévèrement l'emploi des dialectes locaux. Aujourd'hui encore, la France reste marquée par le souci (névrotique selon moi) de défendre la pureté et l'unité de la langue française sur le territoire national. Quand des immigrés parlent leurs langues d'origine ou quand ils donnent des prénoms étrangers à leurs enfants, c'est alors perçu avec irritation par beaucoup de Français. Ils ont oublié, comme l'écrit Renan, "que les langues sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent, et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine quand il s'agit de déterminer la famille avec laquelle on s'unit pour la vie et la mort"¹⁶.

3. La Religion en l'Etat

Renan continue son exposé sur ce qui définit l'appartenance à une Nation en parlant de la Religion. Ce point mérite un développement plus approfondi pour tenter de l'actualiser aux débats actuels sur la sécularisation, sur le pluralisme religieux et sur le terrorisme islamiste. Tout d'abord, il convient sans ambages de dire que la Religion n'est pas pour Renan "une base suffisante à l'établissement d'une nationalité moderne"¹⁷. Elle n'est pas suffisante, écrit-il:

¹⁴ *Ivi*, pp. 23-24.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ *Ivi*, p. 26.

¹⁷ *Ivi*, p. 27.

mais est-elle nécessaire? Certainement, l'ancien séminariste que fut Renan, n'est pas un athée, mais ce n'est pas à dire non plus (nous le savons bien) qu'il portaient l'Eglise catholique dans son cœur. Il refuse la Religion d'Etat, mais la religion garde son importance pour "le for intérieur de chacun"¹⁸. Renan est un laïque au sens positif du mot; il ne nie pas l'existence des religions dans l'espace public, mais elles doivent coexister dans le respect des lois et l'ordre public. Il n'est pas un antichrétien non plus! Ses ouvrages *Vie de Jésus* (1863), *Les Apôtres, Origines du Christianisme tome 2* (1866), *Les Evangiles* (1877), montrent qu'il est bien conscient du rôle joué par le Christianisme dans l'histoire des idées en Occident. *Mutatis mutandis*, l'historicisme de Renan sur la religion annonce celui de Croce avec son petit essai au titre explicite: *Perché non possiamo non dirci 'cristiani'* (1942). Chez ces deux historiens, il y a la reconnaissance que la pensée et la civilisation moderne sont chrétiennes. Cependant, c'est là un constat de fait qui n'exclut pas dans un Etat la coexistence avec d'autres religions et d'autres systèmes de valeur.

L'homme n'est pas "esclave de sa religion", écrit Renan et surtout la Nation n'est pas du ressort de ce qu'ils nomment "*les transcendants de la politique*"¹⁹. Si la Nation est l'âme de L'Etat ou son principe spirituel, celle-ci n'a pas à être gérée à partir "des abstractions métaphysiques et théologiques". La Nation vit en partie dans le passé (et donc, en Occident, elle est pétrie de Christianisme), mais elle se déploie dans son présent et elle se tourne vers son futur. Tout cela entre en compte pour son évolution et pour rendre compte des désirs, des besoins, de la volonté des hommes et femmes qui la composent. Renan n'établit pas un système avec des critères scientifiques pour expliquer *Qu'est ce qu'une nation*. Le peuple, la langue, le territoire, la race, la religion sont autant d'indices du passé pour tenter de voir les substances d'une Nation, mais son existence est: "un plébiscite de tous les jours"²⁰, et donc un retour au concept de la *philia* d'Aristote pour le partage et la recherche d'un bien commun. Ces termes sont évasifs, Renan le sait fort bien. Au demeurant, la phrase si connue de Renan "un plébiscite de tous jours" n'est pas à prendre au sens juridique du terme: la forme de cette injonction est une espérance. Il l'écrit lui-même en demandant au lecteur "pardonnez-moi cette métaphore"²¹.

Le symbolique est dans le champ lexical de la définition de la Nation, il ne s'agit pas de se limiter à une approche fonctionnelle de celle-ci. Plus exactement, il convient d'ouvrir la question à d'autres interrogations. Ainsi la définition classique de l'Etat qui serait le fruit d'une Nation fait éclore une problématique symbolique. De plus, la représentation du peuple est tout autant symbolique car elle correspond à une fiction juridique qui laisse accroire que les députés représentent le peuple. Les élections directes des députés (ou du Président) ont une réalité figée

¹⁸ *Ivi*, p. 28.

¹⁹ *Ivi*, p. 34.

²⁰ *Ivi*, p. 32.

²¹ *Ibidem*.

(une élection générale tous les cinq ans par exemple) mais l'élection n'est certainement pas le "plébiscite de tous jours" dont parle Renan. La représentation populaire est elle-aussi un symbole; le citoyen est actif que le temps de l'élection. De plus, le peuple est connu par sa portée symbolique; celle d'un vivre-ensemble autour d'un socle de valeurs communes hérité de l'histoire mais en perpétuel ajustement. Le peuple est irréductible à des réalités données comme la race, la religion ou la classe sociale. Le territoire est lui aussi fluctuant au grès des victoires et des défaites militaires, mais son symbole se perpétue diachroniquement. Les critères fonctionnels ancrés dans le réel mènent donc à une impasse logique malgré leurs qualités pratiques pour saisir des critères de l'Etat. Nation, peuple et territoire sont d'utiles outils conceptuels pour donner une première définition de l'Etat mais sans pouvoir toutefois en révéler l'essence. Comme discours symbolique, la Nation devient une mystique de la politique qui engage tout notre existence (au point parfois de donner sa vie pour elle). Dans cette perspective, la Nation n'est plus une pratique mais une poésie qui saisit l'âme des citoyens. Dès lors, la Nation tend à se rapprocher (et parfois à se confondre) symboliquement avec la Religion.

Il nous faut effectuer un saut qualitatif. Il faut parvenir à une définition de l'Etat-Nation qui dépasse l'immanence (avec son discours idéologique et la défense des intérêts économiques) pour entrer dans la sphère de la transcendance (avec ses symboles de salut et de bien absolu). Aucune Nation n'échappe à cette seconde dimension! Une quête de vérité poétique est alors à l'œuvre pour dépasser la simple constitution d'une association d'intérêts. L'Etat-Nation ne se passe pas d'un discours symbolique où s'entend des valeurs allant au-delà de notre simple existence biologique. Un discours de sens unit alors les hommes et les femmes pour porter haut les valeurs non négociables (et donc hors commerce et hors compromis) qui lient tous les jours un peuple dans un espace donné. Le temps est alors dépassé par une intelligence du vivre-ensemble.

Une intelligence qui est une réflexion symbolique, laquelle ne s'oppose pas nécessairement à la religion. A un moment historique, une religion peut être perçue comme l'ennemi (comme en France au début du XX siècle) et à un autre comme l'allié de l'Etat-Nation (comme en Russie en ce début du XXI siècle). Une substitution de une religion à une autre peut aussi s'effectuer (comme lors de la Révolution française avec l'instauration de la Déclaration des droits de l'Homme et le culte de l'Etre suprême en lieu et place de la Bible et de Jésus Christ). Une douce et indulgente protection par l'Etat-Nation de la religion peut aussi s'effectuer par la mise en place d'un Concordat (avec Napoléon I en France par exemple) qui règle les rapports des religions avec l'Etat ou par la tolérance de toutes les religions comme aux Etats-Unis aujourd'hui et dans l'Empire Romain jadis. Dans tous ces cas la Religion ne peut toutefois jamais remettre en cause l'ordre public de l'Etat-Nation. Le symbole religieux est secondaire au symbole politique dans l'Etat. Ainsi, le sacre du Roi de France à Reims n'était pas une alliance entre l'épée et le goupillon, c'était la reconnaissance du droit divin au pouvoir du monarque; symboliquement le Roi avait alors la préséance sur les religieux. Avec les philosophes des Lumières (Hobbes et Voltaire en particulier), la notion de droit divin a

été substitué par la légitimité populaire. Toutefois, c'est une mystique identique dans sa structure symbolique qui se trouve dans ces deux paradigmes. Aucune définition fonctionnelle (ou scientifique) ne peut nous dire ce qu'est Dieu ou le Peuple, sauf à utiliser les apories du renvoi aux respects des textes sacrés ou du résultat d'une élection. La mystique de l'Etat-Nation ne peut se passer d'un référent symbolique, et donc d'une voie mystique, pour comprendre pourquoi des hommes et des femmes communient tous les jours leur foi dans l'appartenance à une Nation. Néanmoins, il n'est pas dit ici que l'Etat-Nation possède la même vocation universelle qu'une religion. La Nation est ancrée dans le temps de l'espace d'un Etat, elle peut croître ou faiblir car elle est de ce monde. Comme civilisation, la nation est elle aussi mortelle (pour paraphraser Paul Valéry). Par définition la religion n'est pas seulement de ce monde, elle s'ouvre vers le mystère de ce qui est au-delà du monde. Le Dieu du Livre, les Dieux grecs ou hindous, la Sagesse de Bouddha ou du Logos stoïcien ne sont pas prisonniers du temps et de l'espace. Comme symboles, ces religions sont les maîtres de tous les hommes, et alors peu importe les nations, les races ou les sexes! En revanche, la Nation est enracinée dans le monde, elle perpétue une histoire, celle d'un peuple qui vit dans un territoire. Les conflits entre pouvoir temporel et pouvoir religieux sont de tous temps, ce qui à tout le moins atteste de l'impossible réduction de l'un à l'autre et du besoin de concilier ces deux autorités qui parlent à la conscience des hommes.

En politique aujourd'hui, la démocratie représentative est présentée comme le gouvernement "du peuple, par le peuple et pour le peuple" (selon la célèbre formule de Lincoln). Quel symbole! La formule est une image plus qu'une réalité, une aspiration davantage qu'un fait. La représentation populaire exercée par les députés est un autre symbole déjà évoqué. Un cynique peut toujours invoquer la recherche des intérêts privés (en particulier celui d'assurer sa réélection) des Députés et des partis politiques qui les investissent pour dénoncer la démocratie représentative, mais il oublie alors la portée symbolique du phénomène parlementaire. L'homme est un animal symbolique qui s'efforce dans l'immanence de la Nation et la transcendance de la religion de trouver un sens (symbolique) à ses actions. Aspiré par le besoin du vivre ensemble ici-bas, il ne peut pas non plus oublier que la vie (et l'après-mort encore plus) est un mystère qu'il peine à déchiffrer sans l'aide de la religion. La Nation donne une identité temporelle (et donc fonctionnelle) à l'homme mais la religion lui offre une voie spirituelle (et donc mystérieuse) pour s'affirmer pleinement comme Humain. Sans la religion, il est à penser que la Nation n'aurait pas pu éclore comme la Polis, ce lieu où les humains peuvent selon Aristote pleinement accomplir leur nature.

La Nation et la représentation populaire sont des symboles conventionnels alors que la religion (monothéiste, polythéiste, humaniste, etc.) glorifie symboliquement la nature de l'homme. La religion est en-deçà de la Nation pour l'obtention des nécessités matérielles assurant la vie et la paix dans une société à un temps donné (Aristote débute d'ailleurs *La Politique* en parlant de la production et de la distribution des richesses matérielles). Toutefois, la religion est au-dessus de la Nation pour donner à l'homme un ordre symbolique au mystère de la vie qui

s'ouvre vers un temps infini (ce qui est le sens de l'expression *intellectus est supra tempus* de Thomas d'Aquin). Ce discours symbolique explique alors la pensée de fond de Francesco D'Agostino pour comprendre le rapport entre Etat-Nation et Religion; toute société accepte avec gratitude le symbole essentiellement religieux qu'un ordre du monde est possible! Comme il l'écrit, c'est donc grâce à la Religion "qu'il est possible *in concreto* pour l'homme d'exercer sa liberté et d'accepter sa responsabilité"²² dans la Nation.

²² F. D'AGOSTINO, *La religion et la bioéthique: réflexions introductives*, in *La bioéthique dans la perspective de la philosophie du droit*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2005, p. 78 (traduction d'Elodie et Stéphane Bauzon).

© Copyright 2018 - G. GIAPPICHELLI EDITORE - TORINO
VIA PO, 21 - TEL. 011-81.53.111 - FAX 011-81.25.100
<http://www.giappichelli.it>

ISBN/EAN 978-88-921-1460-9

Stampa: Stampatre s.r.l. - Torino

Le fotocopie per uso personale del lettore possono essere effettuate nei limiti del 15% di ciascun volume
fascicolo di periodico dietro pagamento alla SIAE del compenso previsto dall'art. 68, commi 4 e 5, d
legge 22 aprile 1941, n. 633.

Le fotocopie effettuate per finalità di carattere professionale, economico o commerciale o comunque
uso diverso da quello personale possono essere effettuate a seguito di
CLEARedi, Centro Licenze e Autorizzazioni
20122 Milano, e-mail

S. AMATO - A.C. AMATO MANGIAMELI - L. PALAZZANI
(a cura di)

DIRITTO E SECOLARIZZAZIONE

Studi in onore di Francesco D'Agostino



G. Giappichelli Editore
